

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 313/99

ÉFAI – 990919 – AMR 34/39/99

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

GUATÉMALA

Nery Rodenas Paredes, directeur de l'ODHAG

Londres, le 6 décembre 1999

Le 29 novembre 1999, Nery Rodenas Paredes, directeur de l'*Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala* (ODHAG, Service des droits humains de l'archevêché du Guatemala), a reçu un appel téléphonique au cours duquel on lui a dit qu'il allait mourir. Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de cet homme, ainsi que de toutes les personnes ayant contribué au projet de « *recupération de la mémoire collective* » (REMHI) de l'Église guatémaltèque, dont le rapport a été rendu public en 1998 (voir ci-après). L'Organisation est également inquiète pour toutes les personnes impliquées dans l'enquête menée sur le meurtre de Mgr Juan José Gerardi Conedera, ancien coordonnateur de l'ODHAG (voir ci-après).

Les menaces de mort dont Nery Rodenas Paredes a été la cible lui ont été adressées le jour même où un journal guatémaltèque publiait l'interview accordée par une personne participant à l'enquête menée par l'ODHAG sur le meurtre de Mgr Juan José Gerardi Conedera. Dans l'article en question, cette personne a accusé des membres de l'*Estado Mayor Presidencial* (État-major présidentiel), force spéciale chargée de la sécurité présidentielle, d'être impliqués dans la mort de l'évêque.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Mgr Juan José Gerardi Conedera, évêque auxiliaire de Guatemala et coordonnateur de l'ODHAG, a été assassiné en avril 1998, deux jours après avoir présidé à la présentation publique du rapport REMHI de l'Église catholique. Consacrée aux atrocités perpétrées au cours de la guerre civile qui a ravagé le pays durant plus de trente ans, cette étude très détaillée attribue aux forces de sécurité la responsabilité de la majorité des dizaines de milliers d'atteintes aux droits humains commises contre des non-combattants au cours de cette période. Mgr Juan José Gerardi Conedera avait été l'un des principaux artisans de ce projet.

En avril 1999, trois hommes armés se sont introduits par la force chez Ronald Ochaeta, qui exerçait alors les fonctions de directeur de l'ODHAG. Après avoir menacé un domestique et placé une arme à feu sur la tempe de son fils, âgé de quatre ans, ils sont repartis en laissant une boîte en forme de bombe dans laquelle ils avaient déposé une brique. Il s'agissait d'une allusion explicite au pavé avec lequel Mgr Juan José Gerardi Conedera avait été battu à mort presque un an auparavant (voir l'AU 139/98, AMR 34/16/98 du 1^{er} mai 1998, et ses mises à jour, AMR 34/21/98 du 15 mai 1998, AMR 34/34/98 du 1^{er} décembre 1998, AMR 34/01/99 du 7 janvier 1999 et AMR 34/37/99 du 11 octobre 1999).

Le 7 octobre 1999, Calvin Galindo, le procureur chargé de l'enquête sur le meurtre de Mgr Juan José Gerardi Conedera, a démissionné et s'est enfui aux États-Unis pour y demander l'asile politique, après avoir été menacé de mort de manière répétée.

En mars, un mois à peine après s'être vu confier ce dossier, le deuxième juge chargé de l'affaire a abandonné ses fonctions et fui au Canada, après avoir également été la cible de menaces de mort.

À la suite de pressions internationales, le juge et le procureur initialement chargés du dossier ont été contraints de démissionner, après avoir été accusés d'ignorer des éléments de preuve indiquant que l'armée était impliquée dans le meurtre de Mgr Juan José Gerardi Conedera.

En février, un témoin clé du meurtre, le chauffeur de taxi Diego Méndez, qui avait affirmé avoir vu un véhicule militaire à proximité du domicile de l'évêque au moment du meurtre, a fui au Canada après avoir été enlevé et menacé de mort.

En août, un ancien membre de la garde présidentielle, le sergent Jorge Aguilar, s'est enfui au Canada deux jours après avoir accusé certains de ses collègues d'être impliqués dans le meurtre.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax / courrier électronique (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Nery Rodenas Paredes, qui a été menacé de mort par téléphone le 29 novembre 1999 ;
- appelez les autorités à ouvrir immédiatement une enquête exhaustive sur les informations selon lesquelles cet homme a été menacé de mort, et à traduire en justice les responsables ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures efficaces pour garantir la sécurité de toutes les personnes impliquées dans l'enquête sur le meurtre de Mgr Juan José Gerardi Conedera, et à déférer à la justice tout individu ayant joué un rôle avéré dans ce meurtre, quelles que puissent être ses fonctions ;
- déclarez-vous préoccupé par la sécurité de toutes les personnes impliquées dans le projet de « *recupération de la mémoire*

collective » (REMHI) de l'Église guatémaltèque, dont le rapport a été rendu public en 1998, et demandez aux autorités de garantir leur protection ;

– appelez le gouvernement à démanteler les structures de l'*Estado Mayor Presidencial* (État-major présidentiel), conformément aux engagements pris dans le cadre des Accords de paix et aux recommandations formulées dans son rapport par la *Comisión para el Esclarecimiento Histórico de las Violaciones a los Derechos Humanos y los Hechos de Violencia que han causado Sufrimiento a la Población Guatemalteca* (Commission pour la clarification historique des violations des droits humains et des actes de violences à l'origine des souffrances du peuple guatémaltèque).

APPELS À :

Président de la République :
S.E. Álvaro Arzú Irigoyen
Presidente de la República de Guatemala
Palacio Nacional, 6^a Calle, entre 6^a y 7^a Avenida, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Télégrammes : Presidente, Palacio Nacional, Guatemala
Fax : 502 221 4425
Courriers électroniques : alvaroarzu@guate.net ;
alvaroarzu@guateconnect.com
Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente*, / Monsieur
le Président de la République,

Ministre de la défense
Gral. Marco Tulio Espinosa Contreras
Ministro de Defensa Nacional
Ministerio de Defensa, Avenida Reforma 2-43, Zona 10
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Télégrammes : Ministro de Defensa, Guatemala, Guatemala
Fax : 502 360 9909
Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre

Procureur général chapeautant le ministère public

Lic. Adolfo González Rodas
Fiscal General de la República
Ministerio Público
6^a Avenida 3-11, Zona 4,
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Télégrammes : Fiscal General, Guatemala, Guatemala
Fax : 502 362 7223
Formule d'appel : *Señor Fiscal General*, / Monsieur le
Procureur général

COPIES À :

Service des droits humains de l'archevêché du Guatemala :
Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala (ODHAG)
6^a Calle 7-70, Zona 1, Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 232 8384
Courriers électroniques : ddhh@odhag.org.gt

Quotidien :
Diario Prensa Libre,
13 Calle 9-31, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 251 8768
Courriers électroniques :
medioselectronicos@prensalibre.com.gt

Journal :

CERIGUA, 2^a calle 1-42, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Tél / Fax : 502 238 1456 / 221 2521
Courriers électroniques : cerigua@guate.net

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 17 JANVIER 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*a version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*